

# L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Incidents au Sud-Liban L'OLP enquête

Six Casques bleus fran- « Wafa » précise que le gar- çais ont été blessés au de du corps du comman- cours d'un accrochage avec dant Tamraz, officier de un groupe armé, mardi soir, liaison des « Forces com- dans la région de Tyr, munes » (des forces pales- au Sud-Liban. L'un d'entre tiniennes et libanaises pro- eux est mort peu de temps gressistes) a été également après. Trois autres Casques blessé.

L'agence palestinienne

(Suite page 8)

### Editorial

## Répondre aux vraies questions

Après l'échec des dernières élections, la grande masse des travailleurs a ressenti beaucoup de déception en voyant que la droite, cette fois encore, gardait le pouvoir. Confrontée aux promesses passées, cette déception n'a fait que renforcer les questions qu'ils se posaient déjà davantage depuis plusieurs mois à l'occasion de la polémique engagée entre le PCF et le PS. Ces questions se sont faites plus précises jusque dans les rangs de ces partis, et tout particulièrement du PCF, où elles se sont muées en interrogations sur la ligne impulsée depuis des années par la direction de ce parti.

Bien sûr, ces interrogations sont très diverses. Elles concernent, par exemple, selon les militants ou les sympathisants dont il s'agit, le bien-fondé de l'alliance avec Mitterrand, l'abandon de la dictature du prolétariat, les raisons de l'échec de la gauche aux élections législatives. Cependant, elles traduisent plus ou moins pour un bon nombre le sentiment que l'échec subi lors des dernières élections n'est pas un simple échec électoral mais plutôt l'échec d'une stratégie d'une vingtaine d'années.

Bon nombre de travailleurs qui ont adhéré au PCF dans l'espoir de pouvoir mieux se battre contre le capitalisme se demandent avec raison si la stratégie qu'il emploie est la bonne, si la voie des élections est vraiment praticable pour changer de régime.

Face à toutes ces interrogations, qui ont même trouvé écho chez certains hommes en vue et des intellectuels jouissant d'un grand prestige dans le PCF, quelles ont été les réponses de Marchais dans son rapport au Comité central. D'une part, il a adressé des épithètes peu flatteuses mettant un certain nombre de questions soulevées sur le compte de l'ignorance, d'inclinaisons opportunistes, de la « faiblesse politique », d'« une méconnaissance totale des réalités de la lutte » ; il a appelé « dérapage de la pensée » l'idée de « remettre en honneur la dictature du prolétariat » et traité de raisonnement « spéculatif » le fait de qualifier le PS de réformiste. D'autre part, il s'est défendu de devoir faire aucune auto-critique sur la stratégie suivie qui a pourtant conduit à l'échec. Il propose seulement d'avancer dans la voie du 22e congrès qui constitue l'aboutissement de cette stratégie au sujet de laquelle bon nombre de militants se demandent pourtant si elle ne mène pas à l'impasse.

Nous sommes persuadés que beaucoup de ces camarades ne se satisferont pas de telles réponses et c'est à eux que nous nous adresserons tout particulièrement dans les semaines à venir.

Nous tâcherons de leur montrer comment la stratégie suivie depuis longtemps par le PCF ne peut, à notre avis, conduire la classe ouvrière et ses alliés à renverser le capitalisme pour prendre le pouvoir, comment une autre stratégie existe pour sortir de l'impasse, se battre efficacement contre le gouvernement Giscard-Barre et préparer les conditions du changement radical de société auquel ils aspirent. Une telle stratégie ne correspond-elle pas à un besoin urgent, à l'heure où la classe ouvrière et tous les travailleurs doivent trouver le moyen de riposter efficacement au plan Barre III avec ses hausses des prix, son cortège de licenciements déjà annoncés, notamment dans la sidérurgie et le textile, son quadrillage policier encore accru.

## La grève des conducteurs de bus de la RATP

# ÇA NE FAIT QUE COMMENCER !



Fin avril 1978 : provocation policière. Les flics sortent du dépôt sous les sifflets des grévistes.

Le 2 mai 1978, le mouvement de grève des conducteurs de bus s'est étendu à plusieurs dépôts (Malesherbes, Malakoff, Point-du-Jour, Clichy, Croix-Nivert, etc). C'est au dépôt de Fontenay-aux-Roses que la grève a commencé, le 27 avril 1978. Dans ce dépôt, une section CFDT combative s'est tout juste créée après les élections, par réaction aux déboires électoraux de la gauche. Les travailleurs exprimaient ainsi leur ras-le-bol.

Sur Fontenay-aux-Roses,

le 27 avril, la grève a été suivie à 73 % (CGT, CFDT et FO). Aujourd'hui, tous les syndicats y appellent et le pourcentage des grévistes est de 95 % sur 380 travailleurs.

Sur Malakoff, le 2 mai, le mouvement a été suivi à 97 %. En moyenne, sur une centaine de lignes touchées et 9 dépôts, il y a 90 % de grévistes. D'autres dépôts n'avaient pas encore voté mardi matin.

Les machinistes luttent

pour obtenir un reclassement qui reconnaisse leur qualification et leurs responsabilités. Ils luttent pour une humanisation de leurs conditions de travail. Ils veulent 104 jours de repos sans compensation pour toute l'année.

Actuellement, ils en ont entre 90 et 95 jours et avec le système en vigueur, ils travaillent souvent sept jours de suite à raison de 8 h 12 minutes par jour. En effet, les repos sont décalés.

De plus, les services sont découpés ce qui fait des journées de 12 h parfois. Ils luttent donc pour que les services du samedi soient en une seule fois, mais ils se battent aussi pour que tout service continu ne dépasse pas 6 h 30.

Actuellement, cela peut durer jusqu'à sept heures, ce qui représente une fatigue énorme. Ils se battent pour que la moyenne journalière sur l'année soit de 6 h 30.

(Suite page 8)

## Le chef d'état-major britannique à Pékin

# «La Grande-Bretagne et la Chine ont un ennemi commun»

Le chef d'état-major britannique, Neil Cameron, a fait preuve d'une belle franchise en déclarant au cours de ses entretiens avec ses hôtes chinois : « La Chine et la Grande Bretagne ont un ennemi commun dont la capitale est Moscou ». Soulignant le renforcement continu des forces blindées soviétiques, déjà très largement supérieures aux chars de l'OTAN, il ajoutait :

« Une chose est absolument claire pour moi, et c'est la puissance croissante de la force blindée soviétique avec le « T64 » et le « T 72 » ainsi qu'avec le « T 80 » en cours de lancement et qui sera probablement le char le plus avancé du monde. Nous devons partager, je pense, notre commune expérience

des blindés et ainsi nous serons dans la meilleure position possible pour accepter le défi des forces blindées soviétiques si jamais c'était nécessaire ».

Au cours des entretiens qu'il a eus dimanche avec le président Houa Kuo-feng, ce dernier rappelle les positions chinoises sur la nécessaire union des pays de l'Europe occidentale face à l'hégémonie des deux superpuissances et particulièrement aux préparatifs de guerre accélérés de l'URSS. « Un doigt seul est faible » a-t-il déclaré, « mais un poing fermé est fort ».

Des propos aussi clairs et aussi francs ne sont pas, on s'en doute, pour plaire à tout le monde. En Grande-Bretagne, ils ont suscité un tollé de la part des forces

pro-soviétiques ou partisans de l'apaisement envers Moscou.

La « Société pour l'amitié anglo-soviétique » a accusé Neil Cameron de se livrer à « une évidente propagande de guerre » et « à attaquer la détente », renversant ainsi les rôles, car depuis quand est-ce faire de la propagande pour la guerre que de dénoncer les préparatifs de guerre qui se mènent ouvertement à vos frontières !

De son côté, le trésorier du Parti travailliste a protesté peureusement en déclarant qu'il « n'est pas dans les intérêts de la Grande-Bretagne de s'allier à la seconde puissance mondiale », un raisonnement qu'on a déjà entendu à Munich avec les conséquences tragiques que l'on sait.

Pourtant, malgré ces protestations et celle de la « Pravda » qui traite le chef d'état-major anglais de « Nouveau Malbrough », le ministre des Affaires étrangères britanniques David Owen a refusé de démentir son émissaire et affirmé :

« Notre stratégie en matière de défense de l'OTAN vise essentiellement à éviter toute action belliqueuse en Europe de l'Ouest de la part de l'URSS et des pays du pacte de Varsovie ».

Pour sa part, Neil Cameron a déclaré, à l'issue de ses entretiens avec les responsables militaires chinois, qu'ils avaient été menés « d'une manière franche » et s'étaient révélés « stimulants et précieux ».

## Le premier Mai dans le monde

### • Chili

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à Santiago malgré l'interdiction du gouvernement. Le thème de la manifestation était axé sur le retour à la liberté syndicale. Immédiatement la police est intervenue, arrêtant 300 personnes dont plusieurs responsables syndicaux et des syndicalistes venus des pays occidentaux.

### • Espagne

Pourtout, dans le pays, les travailleurs se sont rassemblés pour fêter le 1er Mai. Pour la première fois, ils ont pu défiler sans que la police intervienne. A Madrid, ils étaient près de 800 000 à avoir répondu à l'appel des syndicats.

L'an dernier, les manifestations avaient été interdites et la police avait réprimé sauvagement les travailleurs rassemblés.

### • Chine

A Pékin, la fête était partout dans les rues bondées de gens venus faire leurs achats. Pas de grands feux d'artifice, les dirigeants préférant ne pas dépenser pour de telles attractions et mettant plutôt l'accent sur la consommation de la population. Les magasins avaient reçu un approvisionnement spécial pour la circonstance.

L'accent était mis aussi sur le culturel. Les cinémas affichaient de nouveaux films et les théâtres présentaient trente spectacles différents.

### • Italie

A Rome, 30 000 personnes seulement étaient venues manifester. C'est peu si l'on compare aux années précédentes où il y avait près de 80 000 personnes. Le cortège était morne, aucune place n'était faite aux revendications des travailleurs, les Brigades rouges étant devenues la seule cible du PCI. On voit comment ce parti réussit à démobiliser les travailleurs et comment il transforme une fête des travailleurs en un rassemblement qui n'avait pour but que de réclamer la libération du dirigeant démocrate chrétien Aldo Moro.

### • Allemagne

#### de l'Ouest

A l'occasion du 1er Mai, la Fédération des syndicats (DGB), qui est totalement sous la coupe des capitalistes, avait organisé un meeting à Berlin-Ouest. L'allocution de Walter Sickert, le président régional de la centrale, a été couverte par des sifflets et des slogans de plus de 10 000 manifestants venus pour dénoncer ces collaborateurs de la bourgeoisie. La police est intervenue brutalement pour protéger le meeting. Elle a tenté de disperser les manifestants à coups de matraque en blessant et en arrêtant plusieurs personnes. Les manifestants ne se sont pas laissés faire et plusieurs flics ont été blessés.

### • Timor

## La guérilla s'étend à la partie occidentale de l'île



Manifestations étudiantes à Djakarta. Les luttes populaires s'étendent dans tout le pays contre le régime de Suharto.

Les opérations de guérilla organisées depuis décembre 1975 dans l'ancienne colonie portugaise de Timor (la partie orientale de l'île) contre les forces indonésiennes commencent à s'étendre à la partie indonésienne de l'île, a indiqué José Ramos Horta, représentant le mouvement d'indépendance « Fretilin » et le gouvernement de la République populaire démocratique Timor-Est, de passage à Paris.

M. Horta a été entendu à plusieurs reprises par la Commission de décolonisation des Nations Unies. Son gouvernement est réfugié dans les montagnes de Timor-Oriental à la suite de l'annexion par l'Indonésie de la partie orientale de l'île en juillet 1976 et de l'occupation de tous les centres urbains par les forces armées indonésiennes.

Dans une déclaration à l'agence France-Presse, il a affirmé que des groupes séparatistes armés avaient, à plusieurs reprises, attaqué la ville d'Attambua au nord de la moitié indonésienne de l'île. M. Horta a fait état d'un mécontentement croissant dans certains milieux militaires de Jakarta devant les échecs successifs des opérations lancées contre les guérillas.

Il s'est déclaré convaincu que la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies enregistrerait une nouvelle condamnation de l'occupation indonésienne et un soutien croissant des pays de l'Amérique latine au gouvernement démocratique de Timor. L'année dernière, l'Assemblée avait déjà voté une résolution condamnant l'Indonésie par 64 voix contre 26. Vingt-sept pays, dont la France, s'étaient abstenus.

## Les effets de la crise du dollar

« L'érosion du dollar provoque des pertes annuelles de l'ordre de douze milliards de dollars pour les pays exportateurs de pétrole » a déclaré, à Caracas, M. Ali Attiga, secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

Cette situation est « très peu satisfaisante » pour ces pays exportateurs qui se doivent de prendre des mesures pour remédier à cette détérioration des prix, a ajouté M. Attiga qui a estimé que le gel des prix du pétrole ne peut être une bonne solution. Le gel des prix constitue en fait une diminution de ces prix,

a-t-il remarqué, faisant allusion au gel adopté lors de la réunion de l'OPEP en décembre dernier, près de Caracas.

Le secrétaire général de l'OPAEP a souligné que les compagnies pétrolières devaient au moins remettre en vigueur la formule adoptée en 1973 par ces dernières et les pays exportateurs, qui garantissait à ces pays une compensation pour l'érosion du dollar.

L'OPEP devrait se réunir le mois prochain, estiment tous les observateurs afin d'étudier les prix du brut ainsi qu'une baisse des exportations.

## Le président somalien réclame l'exclusion de Cuba des pays non-alignés

L'exclusion de Cuba du groupe des pays non-alignés est réclamée par le président somalien, Siad Barre, dans une interview accordée, samedi, à des représentants de journaux libanais, irakiens et koweïtiens.

Cuba, par son soutien aux intérêts stratégiques et militaires des pays du Pacte de Varsovie et son intervention militaire en Afrique, a violé l'esprit et la charte du non-alignement, estime le président somalien qui demande, en conséquence, que Cuba ne fasse plus partie des pays non-alignés.

Rappelant que Cuba a demandé à accueillir le prochain sommet des non-alignés, le président Siad Barre met en garde les pays non-alignés, les appelant « à la vigilance face aux machinations cubaines favorables aux intérêts des pays du Pacte de Varsovie ».

Fidel Castro a fait de son pays « le valet de pays étrangers afin de détourner les masses cubaines de la crise sociale et économique menaçant le pays ». Le président Siad Barre souligne que « l'Afrique n'a pas besoin des conseils et des soldats cubains pour régler ses propres problèmes ».



L'HUMANITÉ ROUGE  
A « TRIBUNE LIBRE » sur FR3

Le mercredi 10 mai à 19 h 40

Sur le thème :  
« LES MILITANTS  
MARXISTES-LÉNINISTES  
S'ADRESSENT AUX MILITANTS DU PCF »

Discutez-en autour de vous et organisez une écoute collective.

#### NOTRE ANALYSE DU PCF

Dans notre dernière édition, nous avons publié presque intégralement, issu du rapport politique adopté lors du 3e congrès du PCMLF, le passage concernant l'analyse du PCF. Ce document a fait l'objet d'un tirage à part, limité, pour qu'il puisse être diffusé à des camarades de travail, militants ou sympathisants du PCF. Passez vos commandes à l'« Humanité rouge » - BP 61 75861 Paris Cedex 18. Qu'il soit un outil utile dans les discussions.

#### PARUTION DE L'HUMANITÉ ROUGE

En raison des fêtes de l'Ascension, le quotidien daté du vendredi 5 mai ne paraîtra pas.

#### LE NUMÉRO 16 DE PROLÉTARIAT VA PARAÎTRE

##### SOMMAIRE DU No 16

ÉDITORIAL - Les résultats des élections et la lutte contre le révisionnisme, Jacques JURQUET	page 3
FRONT PAYSAN - Éleveurs intégrés, la firme Wessafic au banc des accusés, Michel DOURAT	page 8
- Contribution à l'analyse des classes à la campagne. (Enquête dans un canton de l'ouest de la France), Lucien NOUVEAU	page 11
ANALYSE ÉCONOMIQUE - La crise dans la construction navale, Par des camarades de St-Nazaire	page 21
130e ANNIVERSAIRE DU « MANIFESTE » - « Ils n'étaient qu'une poignée et ils sont allés de l'avant ». Discours de Fernand LEFEBVRE au meeting de Bruxelles (extraits)	page 32
- Discours de Jacques JURQUET (texte intégral)	page 36
DOCUMENTS DU IIIe CONGRES DU PCMLF - Salut aux partis frères	page 2
- Communiqué	page 39
- Rapport politique	page 40
- Situation internationale	page 43
- La situation en France et les tâches du parti	page 55
- Un seul parti marxiste-léniniste en 1978	page 75
- Résolution sur la pensée-maotsetoung	page 78
INDONÉSIE - « L'ordre nouveau » chancelle ! Pierre DUQUESNE	page 80
- Document : déclaration du PKI	page 85
FRONT CULTUREL : John HEARTFIELD, photomonteur communiste Thierry DUFRENNE	page 87
NOTES DE LECTURE - Le groupe Octobre de Michel Fauré - Marxisme et Algérie de René Gallissot - Communisme et nationalisme en Algérie d'Emmanuel Sivan - Combat-musique - Miliciennes des îles de Li Jou-tsing - Histoire de la Chine moderne des Éditions du peuple de Changhaï	page 90

ABONNEZ-VOUS, PASSEZ VOS COMMANDES  
A L'ADRESSE SUIVANTE  
PROLÉTARIAT  
Revue théorique et politique  
BP 320

13213 Marseille Cedex 1  
CCP : 2130 89 H Marseille  
Tél : 16 (91) 90 97 07

## Comité central du PCF / Convention nationale du PS

# « Ce n'est pas moi, c'est l'autre » « C'est l'autre, ce n'est pas moi »

Le Comité central du PCF et la Convention nationale du PS ont au moins ce point commun. Chacun des deux partis accuse l'autre, en des termes durs, d'être responsable de la défaite de la gauche aux élections législatives. Chacun affirme vouloir continuer dans la voie de l'Union de la gauche tout en se préparant à suivre le chemin qui sera le plus apte à renforcer son influence propre.

Georges Marchais consacre plus d'un quart de son rapport à essayer de montrer qu'il était indispensable à son parti de signer le Programme commun pour espérer parvenir au pouvoir et qu'il a tout fait par la suite pour assurer le succès de ce programme en luttant à la fois contre la droite et ce qu'il appelle « le retour à la social-démocratie » et le « tournant à droite » du PS. « Seule l'obstination du Parti socialiste à poursuivre sa ligne social-démocrate de capitulation, déclare-t-il, son refus de créer les conditions d'un accord d'union mutuellement acceptable, ont conduit à la défaite. Il en porte donc la pleine et entière responsabilité ».

#### LE PS N'EST GUERE PLUS TENDRE QUE LE PCF

Le « Rapport Jospin », lu à la Convention nationale et concernant les relations avec le PCF en témoigne : le PS n'est pas tendre non plus avec le PCF. Il attribue l'échec de la gauche au « climat de désunion systématique entretenu par le PCF » et conclut à la « responsabilité historique » que porte le PCF dans cet échec. Quant à François Mitterrand, il n'a pas hésité à employer les mots les plus cinglants pour qualifier l'attitude de son partenaire. Parlant bel et bien de « trahison », il n'a pas craint non plus de se comparer de façon ridicule à Napo-

léon battu dans la bataille de Leipzig à cause de la trahison des troupes anglo-saxonnes.

#### L'UNION DE LA GAUCHE OUI MAIS LES AUTRES NE LA VEULENT PAS

« Notre objectif demeure sans équivoque possible : l'Union de la gauche pour le changement démocratique » déclare bien entendu Marchais. Mais, ajoute-t-il, par la suite : « Il est évident pour chacun que l'abandon par le Parti socialiste du Programme commun, que son comportement politique crée une situation nouvelle ». Ce qui lui permet de mettre l'accent sur « l'Union du peuple de France » et sur la nécessité de poursuivre dans la voie du 22e congrès pour rassembler « le vaste mouvement populaire majoritaire nécessaire pour faire triompher le changement démocratique ». Il s'agit pour le PCF de chercher à accroître son activité et son influence dans la classe ouvrière mais aussi dans diverses couches sociales de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie pour aborder avec un meilleur rapport de force la question de l'union avec le PS.

#### MEME DISCOURS AUPS

Invité du « Club de la presse » d'Europe No 1, Michel Rocard, secrétaire national du PS, a déclaré

que son parti réaffirmait sa stratégie d'Union de la gauche mais était bien obligé de tenir compte du fait que le PCF y avait renoncé. « Nous avons affaire à un partenaire dont ce n'est plus la stratégie, qui revient à l'idée de l'union du peuple de France ». Il va donc s'agir pour le PS de faire connaître et progresser son propre « projet socialiste » tout en prenant à témoin de la mauvaise volonté unitaire du PCF. Déjà, samedi, à la Convention nationale du PS, Rocard donnait comme tâche à son parti « de convaincre l'opinion de la possibilité et de la nécessité d'une transformation socialiste de la France, de la qualité du projet socialiste qui la définit et de la nécessité pour y parvenir de forcer la convergence des forces de gauche ».

#### LES TRAVAILLEURS JUGERONT

Bien des travailleurs avaient pu croire que c'était réellement dans leur intérêt que le PCF, le PS et les radicaux de gauche avaient réalisé l'Union de la gauche. Déjà, la polémique entre-

prise plusieurs mois avant les élections et allant crescendo jusqu'à prendre le pas, de beaucoup, sur la prétendue union avait contribué à leur dessiller les yeux. Ils ont été nombreux à percevoir, d'abord confusément, puis à comprendre plus clairement que les partis de gauche, et tout particulièrement le PCF, mettaient leur rivalité pour le pouvoir avant la victoire de la gauche qu'ils assumaient pourtant devoir être une victoire pour le peuple et les travailleurs. Bien des questions et des interrogations se sont alors élevées dans les rangs mêmes de ces partis, allant jusqu'à amener des intellectuels qui y ont un certain prestige à se faire l'écho du mécontentement et des interrogations de la base.

Aujourd'hui, PCF et PS ne trouvent pas d'autre moyen pour y répondre, et ce n'est pas pour nous étonner, que d'étouffer tout débat en reportant chacun sur l'autre la responsabilité de la défaite de la gauche. Peut-être cela contribuera-t-il à ce que bien des travailleurs se détournent de ces partis et s'aperçoivent eux aussi que l'issue est ailleurs.

## Pendant qu'ils négocient, les prix augmentent

Ces jours prochains, les dirigeants syndicaux vont en chœur aller négocier avec le CNPF. Nul doute qu'ils arracheront des miettes et des promesses. De toute façon, on connaît le programme du CNPF : « la liberté des prix » et la liquidation des « canards boiteux », ce qui signifie des milliers de licenciements pour les travailleurs.

En ce qui concerne la liberté des prix, elle est acquise. Le 1er mai, toute une série d'augmentations a eu lieu dont voici la liste. Elle touchera les tarifs qu'on a coutume d'appeler le secteur public.

**SNCF** : plus 15 % des tarifs voyageurs et plus de 10 % des tarifs marchandises.

**EGF** : plus 10 % en moyenne des tarifs du gaz et de l'électricité. Toutefois, les prix du gaz industriel ne sont pas modifiés. Il est vrai qu'il a été augmenté à deux reprises ces derniers mois.

**Charbonnages** : hausse de 4 à 6 % pour les charbons à usage domestique et 7 à 8 % pour les industriels.

**PTT** : la taxe téléphonique de base passe de 42 à 47 centimes, mais les communications locales effectuées à partir de cabines publiques restent inchangées à 40 centimes. La taxe de raccordement reste égale-

ment à 700 F. L'abonnement mensuel à Paris n'est pas modifié : 42 F, mais est porté à 36 F pour les communes de plus de 50 000 abonnés et à 32 F dans les autres. Les télégrammes et télex augmentent, quant à eux, de 8 à 9 %.

A signaler la baisse de 12,50 F de la tonne de fuel lourd qui passe notamment pour le fuel NR1 à 453,37 F et pour le NR2 à 412 F.

Le timbre passe de 1 à 1,20 F, le pli non-urgent de 0,80 F à 1 F, les paquets-postes sont relevés de 17 à 20 % et les mandats de 15 % - le 15 mai - et la RATP, où le carnet de métro, notamment, passera de 11 F à 12,50 F le 1er juillet.

## 3 militaires français tués au Tchad

Hier, nous avons annoncé le départ de deux cents soldats du RICM de Vannes. Ces soldats avaient été mis en alerte depuis plusieurs jours et plusieurs nuits (barda prêt, le départ eut lieu le samedi matin 29 avril à trois heures). Ces départs ont eu lieu dans le secret le plus total. Les familles n'ont pas été averties. Des femmes en pleurs de soldats déjà partis cherchent à avoir des renseignements qui leurs sont refusés.

Par ailleurs, au Tchad, une auto-mitrailleuse légère a sauté dans la semaine du 22 au 29 avril, sur une embuscade anti-char du Frolinat : trois militaires français sont morts, un sergent, un caporal, un capitaine au RICM de Vannes. Il se confirme donc que l'armée française combat au Tchad.



## • Rennes

### Réouverture des papeteries de Bretagne

Le travail devait reprendre, mardi, aux Papeteries de Bretagne, - mises en liquidation de biens en octobre dernier - avec huit salariés sur un effectif de 123 personnes, au moment de la liquidation.

Le nouveau patron, qui a pris l'affaire en location-gérance, s'est engagé à reprendre, d'ici un an, les 108 personnes des Papeteries de Bretagne, inscrites à l'agence pour l'emploi, mais le syndicat CFDT estime que « les conditions de reprise manquent pour le moins de clarté ». Il demande des négociations avec le nouveau patron, M. Régent, (de la société « Nappages modernes » de Lambert, près de Lille), pour obtenir, notamment, le maintien des avantages acquis.

### Le ministre du commerce pris à partie par des licenciés

M. Jacques Barrot, ministre du Commerce et de l'Artisanat, a été pris à partie, dimanche, par des manifestants des Tanneries françaises réunies - où 562 licenciements ont été annoncés lundi dernier - et a renoncé à inaugurer la 15e foire d'exposition du Puy-en-Velay (Haute-Loire).

Les manifestants avaient pris place à proximité du ruban qui devait couper M. Barrot, malgré la présence de plusieurs centaines de CRS en tenue de combat et les demandes qui leur étaient faites de reculer.

Ayant patienté pendant plus de deux heures à la préfecture, le ministre a expliqué à l'AFP : « Je n'ai pas l'habitude d'inaugurer des foires avec des forces de police et j'espérais pouvoir procéder à cette cérémonie dans la sérénité ».

Les manifestants scandaient : « Barrot a la trouille » et « Barrot, menteur, tu nous a licenciés ». Ils dénonçaient ainsi les « promesses sur le maintien de l'emploi » faites par M. Barrot, élu député de la circonscription du Puy, lors de la campagne pour les élections législatives.



La manifestation du 27 janvier au Puy.

## • Valence

### Débrayages puis occupation

Depuis lundi 24, les ouvriers de l'usine Devillbiss (groupe américain) occupent leur usine, (fabrication de compresseurs), la direction comptant déménager les ateliers du quartier du polygone aux Auréats, à l'opposé de la ville, et cela sans se soucier le moins du monde des travailleurs.

Une navette qui avait été mise en place entre les deux usines pour le personnel engineering ayant même été supprimé sous prétexte de la mise en place de transport à Valence.

Devant le refus de la direction de vouloir discuter sérieusement leurs revendications, les travailleurs et leur section syndicale CGT ont organisé des débrayages et sont maintenant en grève avec occupation des locaux. Ce que la direction s'est immédiatement empressé de faire constater par huissier.

Ce que veulent les travailleurs c'est :

- Un repas au centre de vie des Auréats au prix de 7 F.
  - Une indemnité permettant à chacun d'utiliser les transports en commun valentinois, c'est-à-dire 50 F par mois ou navette de ramassage du personnel.
  - Une prime d'éloignement calculée sur le kilométrage réel de chacun.
  - Un horaire souple avec arrêt de trois quarts d'heure à deux heures entre midi et 14 h.
- La direction doit céder, les travailleurs ne sont pas des machines.

Correspondant HR

## • Secteur hospitalier - Orléans

### Après le 58e jour de grève, Que faire ?

Le 27 avril 1978 était une journée régionale d'action dans le secteur santé.

Les hospitaliers en assemblée générale, avaient décidé de marquer cette journée par une action à la DDASS par son occupation.

C'est ainsi que soixante hospitaliers environ occupaient les couloirs de la DDASS pour imposer que les responsables de la santé rencontrent la délégation syndicale CGT-CFDT.

#### L'INTERVENTION DES FLICS

La réponse à cette demande fut l'envoi de flics. Ils ont alors voulu faire sortir les hospitaliers de la DDASS. Ils étaient accompagnés d'inspecteurs de la sécurité urbaine.

C'est avec violence que les flics dégagèrent les hospitaliers des couloirs. Pour montrer cette violence, il suffit de noter la réflexion d'une employée de l'hôpital, le lendemain à l'assemblée générale : « Je suis outrée de la façon dont un ouvrier qui défend son beefsteak est traité et j'ai osé traiter les flics de saouls... ».

Après un mini-meeting, les hospitaliers décidaient alors de se rendre à la préfecture où se déroulait une session du Conseil général. Là, aussi ils ont été à nouveau confrontés aux forces de l'ordre et aucun conseiller général ne s'est dérangé, même pas ceux du PS et du PCF qui avaient été prévenus.

Après cette journée du 27, les hospitaliers se retrouvèrent le 28 avril au matin en assemblée générale comme tous les jours. Cette assemblée générale rassemblait plus de travailleurs (150 à 200) que les jours précédents. Le débat central du jour était la continuation de l'action et sous quelles formes.

#### QUE FAIRE ?

Il y eut deux propositions : une de la CGT, et une de la CFDT pour ouvrir le débat.

Celle de la CGT : arrêt de la grève reconductible et reprise de journées d'action

#### Licenciements

La Direction départementale du Travail de la Sarthe a refusé la demande de la direction de « Carel et Fouche » (construction ferroviaire) portant sur 102 licenciements. A Valence, c'est la demande de 99 licenciements de l'usine Dalami (du groupe Sommer-Allibert) qui est refusée.

En revanche, à Lille, 116 licenciements (sur un effectif de 780 salariés) ont été autorisés à la « Société des grands travaux du Nord ».

fortes (une ou deux dans la semaine). Ces journées seraient bien entendu des journées où les hospitaliers feraient grève en assurant la sécurité.

Celle de la CFDT : arrêt de la grève et reprise de l'action un ou deux jours par semaine où le personnel ferait grève mais sans assurer la sécurité. La direction serait alors obligée de faire des réquisitions.

Après l'exposition de ces deux propositions, un long débat s'engagea à l'assemblée générale. Les travailleurs ont exprimé leur désaccord sur l'arrêt de la grève et les solutions proposées en montrant la nécessité de continuer la lutte et en montrant que ces deux

propositions étaient avant tout démobilisatrice. De cette discussion, une autre proposition fut élaborée : continuer la grève reconductible en remobilisant dans tous les services et en élargissant le soutien extérieur des travailleurs de toutes les entreprises.

#### UNE PROPOSITION DE LUTTE DE CLASSE

Une autre proposition fut également faite : continuer la grève reconductible en marquant la semaine de points forts comme des journées avec réquisition.

Le vote se fit alors sur les quatre propositions exposées ci-dessus :

- La proposition CGT fit neuf voix.

- La proposition CFDT fit 4 ou 5 voix.

- La proposition de continuer la grève en remobilisant à la base et en élargissant le soutien eut les voix de quasiment toute l'assemblée générale, et la dernière fit une ou deux voix.

Le résultat du vote a créé un grand enthousiasme dans l'assemblée générale et donc la grève continue.

Cela montre bien que dans toute lutte, il faut toujours avoir confiance dans les masses et s'appuyer sur elles.

Vive les hospitaliers en lutte contre la médecine du profit !



Le 16 mars à la DDASS. Les travailleurs sont las d'attendre.

## • Henfer - Millau

### Rétrospective de la lutte

Nous présentons ci-dessous l'historique de la lutte à l'usine Henfer à Millau. Cette petite usine de 47 travailleurs a un long passé de lutte derrière elle (Voir HR No 825).

20 janvier : début de l'occupation.

27 janvier : dépôt de bilan. Mise en place d'un processus de concertation. Entrevues avec le sous-préfet, le maire, la Chambre de commerce, etc.

8 février : rencontre avec les paysans du Larzac.

10 février : manifestation en ville. Refus du sous-préfet de nous recevoir avant 18 h ; devant la détermination des travailleurs et le blocage de la circulation, celui-ci revient sur sa décision. La délégation était accompagnée par le conseiller général. Le principe d'une table ronde est arrêtée pour cette semaine.

17 février : table ronde.  
18 février : journée « portes ouvertes » au cours

de laquelle quatre cents personnes viennent s'informer de notre lutte.

24 février : arrêt d'activités. L'occupation continue jusqu'aux législatives qui devaient entraîner un climat de démobilisation due au climat politique. Un système de permanence se substitue alors à l'occupation des locaux.

Mais après ces élections, les travailleurs se retrouvent plus mobilisés que jamais avec un seul leitmotiv : « La lutte continue ».

14 avril : Rencontre avec le député. Au cours de cette rencontre, nous avons décrit la situation d'Henfer, car il semblait détenir peu d'informations à ce sujet. Promesse nous a été faite de la part du parlementaire de soutenir une éventuelle reprise.

A ce jour, notre problème demeure, malgré tou-

tes les promesses faites au cours de la campagne électorale par les candidats concernant le chômage et le plein emploi.

Certains contacts auraient été pris avec le syndic, mais n'ayant eu aucun contact direct avec ces personnes, nous n'anticipons pas quant à l'intérêt qu'ils pourraient porter à notre lutte.

22 avril : la lutte des ouvriers d'Henfer continue. Ils participent à la journée du 22 avril, (semailles des champs du Pinel, sur le Larzac, ferme qui appartient à l'armée) où il a été prouvé que l'unité ouvriers-paysans ne reste pas un vain mot.

« C'est tous ensemble que nous empêcherons la désertification de notre ville et de notre région ».

« Tous unis ! ».

« Per un pais que val viure ».



● Câbles de Lyon - Bezons

# La situation est bonne pour les travailleurs

A Argenteuil-Bezons, les luttes se développent ; depuis la liste parue dans l'« Humanité rouge » du 27 avril, les travailleurs de Sagem, Negroni, British Leyland, Carrier, Sitab, Verdenne et Terrier, Dassault, Sodex Sid, ceux de Jacquet se sont mis en grève et les Câbles-de-Lyon se sont mis en lutte.

**AUX CABLES-DE-LYON-BEZONS**

Non aux contrats à durée déterminée !

Qualification de P1 pour les assembleurs !

Voici quatre mois, la direction embauchait deux mécaniciens pour le service d'entretien avec un contrat de deux mois, puis renouvelait le contrat pour deux nouveaux mois.

Maintenant, le patron ne veut plus de ces travailleurs et ils les jettent à la rue. Mais ce qui a mis le comble à la colère des travailleurs, c'est qu' aussitôt après, il embauche deux nouveaux pour faire le même travail.

**DES CONTRATS AU BON PLAISIR DU PATRON**

Pourquoi cela ? Les contrats de ce type sont faits justement pour renvoyer les ouvriers selon le bon plaisir du patron. Mais ici, le patron explique officieusement qu'un des travailleurs avait quelque chose sur son casier judiciaire. Et ce n'est pas la première fois que cela arrive : il y a trois

mois, un électricien intérimaire qui avait reçu des promesses d'embauche était licencié pour la même raison.

Voilà bien la bourgeoisie dont la justice frappe les travailleurs pour des peccadilles (chèques sans provision...) et ensuite les prive de travail.

Non aux contrats à durée déterminée qui font régner l'arbitraire !

Réintégration des deux ouvriers !

**EN LUTTE DEPUIS QUINZE JOURS**

Quant aux assembleurs, voici quinze jours qu'ils débrayent deux heures par jour selon un plan établi chaque semaine ; de plus, ils diminuent la production, par exemple, un atelier a baissé sa production de 6 km à 2 km de câble ; or, les assembleurs se trouvent au milieu de la fabrication ; d'une part, la production de fil simple est embouteillée, d'autre part, les boudineuses qui utilisent le fil assemblé ne peuvent fonctionner normalement.

Lundi 24 avril, les délé-

gations syndicales vont voir le patron, lui posent le cahier de revendications et imposent 24 h pour répondre :

- 1) Augmentation générale avec une base minimum de 100 F calculée sur la base des 173 h.

- 2) Révision des classifications... Passage au niveau P1 des assembleurs, armateurs, boudineurs, caristes.

- 3) Suppression des contrats à durée déterminée et embauche définitive dès la fin de la période d'essai.

**« TOUT LE MONDE OU PERSONNE »**

Samedi, les assembleurs s'étaient déjà réunis pour mettre sur pied leurs propres revendications avec le syndicat CFDT ; c'est donc bien une prise en main de l'action par les assembleurs eux-mêmes. Aussi, lorsque le patron ne voulut pas recevoir les assembleurs qui accompagnaient le délégué CFDT, il lui fut répondu : « C'est tout le monde ou personne » Ce fut tout le monde.

L'essentiel de la réponse du patron aux revendications, ce sont des mesures de divisions : augmentation individuelle, changements de classification qui toucheraient la moitié des assembleurs. Mais les assembleurs refusent la division.

Mercredi 26, toute l'usine était en grève de 24 heures sur les revendications. La grève fut assez bien sui-

Correspondant HR d'après un entretien avec les travailleurs des Câbles.

vie, malgré des délais de préparation très courts, malgré les pressions des chefs et du patron qui proposent des augmentations individuelles, et le rôle de la section FO, animée par des responsables de « l'Amicale des Marocains », organisation fantôme au service d'Hassan II et du patronat.

**COORDONNER L'EFFORT ENTRE LES DIFFÉRENTES USINES**

Aujourd'hui, la lutte continue aussi bien à l'entretien contre les contrats à durée déterminée que chez les assembleurs. La situation pour les travailleurs est bonne, car (la grève de mercredi l'a montré), ils jouissent du soutien des autres travailleurs de l'usine. Elle est mauvaise pour le patron, qui n'a pas de stock, dont la production est coincée : déjà, il a dû faire venir le câble assemblé de l'usine de Clichy D.

Voilà l'enjeu : développer l'action à Bezons en mobilisant aussi les autres travailleurs sur leurs revendications, mais ne pas s'isoler des autres usines. La grève de 1975 à Clichy A l'avait montré : la CGE fait passer sa production d'une usine à l'autre en cas de conflit ; c'est bien pourquoi les travailleurs des Câbles doivent coordonner leurs efforts dans les différentes usines. C'est là une tâche à imposer aux directions syndicales.

A Bezons, les travailleurs resteront unis et mobilisés sur leurs revendications.

## l'Humanité Rouge

DANS CE NUMERO 4 PAGES DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

### Stolérú prépare la répression NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA



Éditorial Giacard : une politique étrangère incohérente

PARIS Pour LES OUVRIERS DE PHYDOR OCCUPENT ARTICLE PAGE 8

LORIENT SAMEDI 11 FEVRIER Rassemblement régional de l'Union rouge

**QUOTIDIEN**

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

**BIMENSUEL**

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Commune : .....  
Code Postal : .....

Adressez-vous à l'« Humanité rouge »  
BP 61 75861 Paris Cedex 18  
Paiement par chèque ou mandat  
CCP 30 22672 D La Source

Le n° 29 de l'Humanité rouge bimensuel est paru

## l'Humanité Rouge



Sortir de l'impasse C'EST POSSIBLE !

● Carrefour - Les Ulis

## « Produits libres » et répression policière

Carrefour, c'est moins cher, c'est bien connu ; ce qui est moins connu, c'est la répression policière qui est exercée sur le personnel et sur les clients.

Toute personne est un voleur en puissance pour la direction de Carrefour. C'est particulièrement pénible pour le personnel de savoir qu'il est surveillé par les « flics » de Carrefour. Il en est de même pour la clientèle, surveillée en permanence par des inspectrices « zélées ».

Ainsi samedi soir, 22 avril, une caissière chilienne a été tabassée par les « flics » des Ulis dans les locaux-mêmes de la direction de Carrefour, parce qu'elle était soupçonnée d'être de mèche avec des clients qui avaient été pris en flagrant délit de vol, alors qu'ils étaient juste passés à sa caisse. Comme quoi, patrons et flics travaillent la main dans la main. Et parce qu'elle était Chilienne, les flics l'ont particulièrement soignée ; ils ne se gênent plus ces temps-ci avec les étranger-

gers. Cette jeune femme est allée voir aussitôt le conseiller juridique des Ulis qui a fait constater les coups et blessures par un médecin qui l'a mise en arrêt de travail.

Pour l'instant, on n'en sait pas plus, mais des bruits courent que la direction voudrait en plus accuser de faute professionnelle cette caissière pour n'avoir pas vu au fond du caddie un article qui s'y trouvait caché.

Jusqu'où ira l'acharnement de ces patrons et de leurs flics ! Soyons vigilants et dénonçons ces faits au grand jour : il faut empêcher de tels actes inadmissibles qui se généralisent actuellement, comme le montre aussi l'exemple de cette jeune Allemande récemment torturée à Paris.

Correspondant HR Les Ulis

**Une nouvelle brochure est parue**

Prix : 10 F



Passez vos commandes à APN-Éditions  
BP 279  
75 866 Paris Cedex 18

## Informations générales

## Télévision

## Après le congrès des «surdoués»

## Des projets très réactionnaires

Le premier congrès de l'Association nationale pour les enfants surdoués s'est achevé dimanche à Nice. Quelques psychologues, médecins, généticiens sociologues ont, en présence de parents d'enfants dits «surdoués», discuté des «problèmes» de ces enfants mais ont en même temps, émis un certain nombre d'idées dangereuses.

Les congressistes qui, entre parenthèses, appartiennent pour un grand nombre d'entre eux, à une organisation qui prétend regrouper des individus au quotient intellectuel supérieur à 132 (la moyenne étant 100) - autrement dit, des débiles à l'envers - ces congressistes donc ont attaqué l'enseignement et le système scolaire qui, disent-ils, uniformise les intelligences et brime donc les surdoués et les voue à l'échec. Ils veulent donc un système scolaire pour les petits génies.

## LE SYSTEME SCOLAIRE BRIME AVANT TOUT LES ENFANTS DU PEUPLE

Or, ce que les congressistes n'ont pas l'air de savoir ou dont ils n'ont pas l'air de se soucier, c'est que le système scolaire, tel qu'il est conçu, brime et voue à l'échec, étouffe non seulement les 3 % d'enfants «surdoués», mais la très grande majorité des enfants en particulier ceux qui sont issus du peuple.

## AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

Le projet de ces individus tend à une sélection poussée à son comble qui écrèmerait une super-élite intellectuelle qui, détectée dès l'enfance, serait destinée et préparée aux plus hautes destinées et mise au service de la classe dominante.

Plusieurs pays ont pris à leur charge l'éducation particulière des enfants «surdoués», et quels pays : l'URSS, les USA, l'Iran et Israël... du beau monde ! Il ne s'agit pas dans ces pays de faire s'épanouir les enfants «surdoués», mais de les mettre au service de leurs ambitions politiques.

## «DONS» INNÉS OU DONS ACQUIS

Mais qu'est-ce qu'un surdoué ? Ce sont, d'après ceux qui prétendent les défendre, des enfants qui se manifestent par un apprentissage très précoce (et souvent acquis seul) de la lecture, de l'écriture, du calcul, etc. Il est indiscutable que des enfants capables de telles prouesses existent. Il serait en premier lieu intéressant de savoir à quelle classe sociale ils appartiennent.

D'autre part, il n'est pas prouvé que ces enfants ne soient pas tout simplement des enfants très précoces et qu'en grandissant, ils ne subissent tout naturellement une égalisation de leurs «dons».

En effet, pourquoi, alors qu'avant d'aller à l'école ils sont capables d'apprendre seuls des choses très compliquées, une fois qu'ils grandissent ces dons s'amenuisent-ils ?

N'est-ce pas parce que cette égalisation est somme toute, naturelle ? C'est ce que nous nous pensons : il est évident que s'ils bénéficient d'une scolarité et d'un environnement spéciaux, ils pourront apparaître comme supérieurs à tous ceux qui, eux n'en ont pas bénéficié. A ce congrès, un généticien Albert Jacquard, a mis en garde contre le terme de surdoués mais a mis aussi en doute la réalité des «dons innés». «Chaque homme, a-t-il dit, est différent de son voisin, ce qui ne veut pas dire qu'il lui soit inférieur ou supérieur. Il n'y a pas de hiérarchisation en la matière. Nous sommes tous des surdoués en puissance dans un domaine ou dans un autre. Ce n'est pas un problème héréditaire mais une question de société, de culture, d'environnement et d'éducation». Tels sont les véritables termes dans lesquels il faut en effet poser le problème.

Dans la plupart des domaines les enfants «surdoués» ont les mêmes besoins que les autres.

## DES BESOINS IDENTIQUES

Au point de vue affectif, par exemple. Ils ont besoin, entre autres, d'être intégrés dans la société des enfants de leur âge et non pas d'être isolés d'eux et particulièrement, sinon ils subiront des

traumatismes. Leur problème n'est-il pas au fond identique ou comparable (mais à l'envers) à ceux qu'on isole et particularise parce qu'on les considère comme des «débiles» ? Le développement des êtres exige une harmonie entre l'individu et la collectivité, entre le corps et l'esprit.

Or, le projet concernant les surdoués vise à accentuer la rupture de cet équilibre.

Du point de vue social, c'est un projet extrêmement réactionnaire. N'est-il pas le complément logique des projets Gamin, Audars visant à instituer un statut des débiles ?

## 6 soldats mis aux arrêts et mutés

A Rouen, six appelés ont été mis aux arrêts de rigueur, trois d'entre eux au moins pour soixante jours, pour avoir voulu 48 h de permission hebdomadaire et les transports gratuits (Voir HR No 880).

Depuis plusieurs semaines, une pétition circule dans les casernes. Pétition pourtant pas antimilitariste. Elle demande les transports gratuits et 48 h effectives de permission par semaine, rien de plus.

Elle a été rendue publique dès qu'elle a recueilli 1 500 signatures.

## LA RÉPRESSION A LA CASERNE DE ROUEN

Le jeudi 13 avril, la Sécurité militaire débarque à la caserne : fouilles, interrogations, chantages (« Si vous voulez être enseignants plus tard »), menaces (« On va se retrouver dans les chiottes ») se succèdent. Finalement, six appelés au total seront condamnés. Ce sont prétendument les « meneurs ». La Sécurité militaire s'est basée uniquement sur leurs antécédents politiques ou syndicaux pour les accuser. De plus, ils sont sous l'inculpation d'activités antimilitaristes, ce qui est une accusation non fondée.

## POURQUOI LE 39e RI ?

C'est, en effet, la seule caserne qui ait été frappée ;

la Sécurité militaire a voulu faire un exemple, et particulièrement dans cette caserne, où 120 bidasses avaient déjà signé la pétition dont une section de combat entière. Mais cela n'aura pas l'effet souhaité. Les appelés du 39e RI sont solidaires des emprisonnés. Même des officiers s'étonnent de cette répression. A Rouen, le soutien s'organise, de nombreuses organisations politiques et syndicales ont pris position en faveur des inculpés.

Nous aussi, nous exigeons :

- La libération des trois emprisonnés

- Le respect des droits démocratiques à l'armée (liberté d'opinion, d'expression et de réunion)

- Les 48 h de permission hebdomadaire et les transports gratuits.

Les six soldats mis aux arrêts ont été mutés. Il s'agit de Jacques Glaize, muté à Arras, Max Jen, muté à la Courtine, Jean-Yves Lecapitaine muté à Sissonne, Pierre Louvard à Brive, Jean-Pierre Majorel et Gérard Torquet mutés à Evreux.

## Vu à la télé

## Veille du 1er Mai sur A2

## L'épouvantail du fascisme

Dimanche soir, au journal de A 2, un reportage nous a révélé que se développait aux USA un parti nazi qui revendique 100 000 membres. C'est à propos d'une marche que veut organiser ces admirateurs d'Hitler dans la ville de Skoky que nous avons pu voir une réunion de ces racistes qui sont prêts, disent-ils, à achever ce qu'Hitler avait entrepris et n'a pu mener à bien : l'extermination des juifs auxquels bien sûr ils ajoutent les Noirs.

Cela se passe à Skoky où des rescapés des camps de la mort nazis sont venus vivre après la dernière guerre. Sous prétexte de respecter les libertés, les autorités américaines laissent ainsi se développer un groupe politique qui se prépare à organiser la pire des oppressions.

Ce même journal de A 2 a ensuite rendu compte d'une manifestation contre la renaissance du nazisme organisée à Londres ce week-end et qui a regroupé plusieurs milliers de personnes.

En Angleterre aussi, les nostalgiques du nazisme ont en effet relevé la tête. La semaine dernière, la manifestation de Cologne avait rassemblé 20 000 rescapés de la terreur nazie et anciens résistants réclamant « la dissolution des associations d'anciens SS et l'interdiction de toute activité de propagande nazie ». Tous ces faits nous confirment que partout, dans le monde, la bourgeoisie est prête à recourir au fascisme pour réprimer les luttes des masses qui vont en s'amplifiant.

Pour terminer la soirée, A 2 nous offrit dans son émission « Un homme, un jour » une rétrospective sur la guerre d'Espagne. Le jour choisi : le 15 mai 1939, jour où Franco

célébra sa victoire. Quant à l'homme, il s'agissait de Martín Sanz, ancien compagnon et ministre de Franco. Pour « faire objectif », Jean-Marie Cavada avait fait appel à quelques témoins ayant combattu à l'époque du côté républicain, mais tout fut fait en définitive pour rehausser l'image de marque du fasciste Franco et de ses successeurs.

Le représentant du PCE, pour sa part, déclara notamment dans sa dernière intervention, qu'il fallait oublier le passé et ouvrir le dialogue.

Cette émission eut au moins le mérite de fournir l'occasion à un représentant des fascistes de nous dire que c'est le risque d'instauration de la dictature du prolétariat, après la victoire électorale du Front populaire, qui avait conduit l'armée, ce pilier de l'Etat bourgeois, à prendre l'initiative de renverser le gouvernement légitime sous la conduite de Franco. Voilà qui est clair : la bourgeoisie peut accepter n'importe qui au gouvernement, tant que son pouvoir réel n'est pas mis en cause. On ne pouvait mieux montrer les limites de la voie électorale. « Soyez sages, semblent s'adresser à nous ces gens, sans quoi nous pourrions ramener en selle le fascisme ».

## STRASBOURG MEETING AVEC LES FOYERS SONACOTRA EN GREVE

- Pour renforcer la lutte  
- Contre la répression et les expulsions avec le Comité de coordination des foyers Sonacotra en greve.  
Musique arabe et turque - Film - Buvette - Sandwichs - etc.

## SAMEDI 6 MAI SALLE DE L'ACFT (Derrière le Tribunal)

## Dans « PÉKIN INFORMATION »

Tous les documents de la

Ve session de l'Assemblée nationale populaire et de la Conférence consultative du peuple chinois (Nos 10 et 11)

et de

La Conférence nationale sur les sciences (No 13)

Le numéro : 1 F  
L'abonnement d'un an : 30 F  
Pour tout renseignement, écrire à :  
E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris

## Fête de l'Humanité rouge

LE 14 MAI A AGEN  
DE 14 h à 13 h, Terrain des Iles

Film, stands, chants basques  
Buffet, bal populaire avec URRIA

## Une nouvelle édition du «Chant général» de Pablo Neruda

# «Les faits les plus obscurs de nos peuples doivent être brandis en pleine lumière»

Avant de sombrer dans le révisionnisme, Pablo Neruda avait été un grand poète révolutionnaire chilien. Son œuvre principale, le «Chant général», a été écrite avant la dégénérescence du Parti communiste chilien.

Fin 1977 paraissait, aux éditions Gallimard, une nouvelle traduction en français du «Chant général», chef d'œuvre de la poésie contemporaine. Traduits par Claude Couffon, ces poèmes font partie de la culture révolutionnaire et progressiste mondiale. Une précédente édition intégrale en français du «Chant général» existe aux Éditions Français-Réunis.

L'année 1936 marque un tournant dans la vie et l'œuvre de Pablo Neruda. Un poète digne de ce nom ne peut, quand se déclenche le soulèvement franquiste, se placer au-dessus de la mêlée ni se mettre en marge de l'histoire quand celle-ci bascule et bouscule les tours d'ivoire. Neruda est de ceux qui choisissent leur camp. Dès lors, sa poésie renonce à l'hermétisme et s'engage dans la vie :

«Vous allez demander pourquoi sa poésie ne parle-t-elle pas du rêve, des feuilles, des grands volcans de son pays natal ? Venez voir le sang dans les rues, Venez voir le sang dans les rues, Venez voir le sang dans les rues.»

Réponse répétée trois fois, avec une intensité chaque fois différente : image obsédante du sang dont le regard et la mémoire du poète ne peuvent se détourner.

Faire cause commune avec le peuple, voilà un péché inexpiable. Le poète chilien sera destitué de ses fonctions consulaires. Mais, désormais, rien ne peut plus entraver la communion étroite du poète et du peuple. C'est alors que germe en lui l'idée du «Chant général». Conçu initialement comme un chant au peuple chilien, à son histoire, à son avenir, le «Chant général» prit vite la dimension de l'Amérique latine toute entière. Écrit pendant les années difficiles de la dictature de Gonzalez Videla, le «Chant général» peut être considéré sans exagération comme une entreprise unique dans l'histoire de la poésie, sans doute une des œuvres maîtresses de la poésie mondiale.

### UNE ÉPOPÉE POÉTIQUE SANS PRÉCÉDENT

«Les faits les plus obscurs de nos peuples doivent être brandis en pleine lumière». Et Neruda se met à la tâche. Il exhume de la poussière des siècles, les luttes et les souffrances des peuples avec, dit-il, «un romantisme révolutionnaire qui n'est pas en désaccord avec le réalisme auquel mon livre aspire». Et c'est toute la géographie, toute la flore, toute la faune, toute l'histoire de l'Amérique la-

tine qui ressurgit au fil des pages.

Épopée poétique sans précédent, le Chant Général s'ouvre,



«Au nom de ces morts, de nos morts, je demande le châtement».

avant même l'apparition de l'homme, sur l'apparition progressive de la terre, des fleuves, des montagnes, puis embrasse toute l'histoire du continent depuis l'origine, «bien avant la perruque et le justaucorps» apportés par les Espagnols. Puis viennent les conquistadores : «Pizarro, le cruel pourceau d'Estremadure», puis les libérateurs qui se dressent contre l'oppression, Lautaro, Tupac Amaru, Juarez Martí, Emiliano Zapata, Recabarren, libérateurs que le poète, réconcilié avec son peuple qui est désormais le terreau de son inspiration, chante en ces termes :

«Voici venir l'arbre, c'est l'arbre de l'orage, l'arbre du peuple. Ses héros montent de la terre Comme les feuilles par la séve.

### FUSTIGER LA LOI DE LA TERREUR

L'envolée épique se poursuit : Les diplomates, les dictateurs, les journalistes prostitués, les monopoles américains sont stigmatisés sans pitié : la Standard-Oil qui a le pouvoir de faire et défaire les gouvernements «pour une goutte de pétrole» et l'United Fruit comparée à des «mouches sanguinaires».

Les lois iniques, telle la loi de l'entonnoir ne sont pas épargnées :

Pour les riches, la résidence. Le bidonville pour les pauvres.

«Pour le riche, la bonne table. Le tas d'ordure pour les pauvres.

La prospérité pour les riches. Et pour les pauvres, le turbin.

L'immunité pour le Truand. La prison pour qui vole un pain.»

un peuple rassemblé par le devoir et par l'amour, et la fille gracile est tombée avec son drapeau, et le garçon souriant a roulé blessé auprès d'elle, et la stupeur du peuple a vu les morts s'abattre

avec furie avec douleur. Alors à l'endroit même où ils sont tombés

son pays, Neruda veut qu'il reste aux yeux de l'histoire pour ce qu'il est : «Triste clown, misérable croisement de singe et de rat dont la queue est peignée à Wall Street avec une pommade d'or».

### UNE DIMENSION INTERNATIONALE

Sans doute le Chant général est-il avant toute chose un chant dédié aux peuples d'Amérique latine, mais il n'est pas que cela. Il ne pouvait pas être que cela : on ne peut pas chanter un peuple sans chanter les peuples du monde entier. «Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous», Neruda ne pouvait pas ne pas entendre cet appel de Marx et Lénine. Aussi cette vaste fresque poétique acquiert-elle naturellement la dimension de l'internationalisme prolétarien. Le poète chante tour à tour Staline et Stalingrad, la Chine et Mao Tsé-toung notamment dans un poème consacré au poète espagnol Miguel Hernandez :

«Miguel, loin de la prison d'Osona, loin de la cruauté, Mao Tsé-toung dirige ta poésie déchiquetée dans le combat vers la victoire.

### POURTANT...

On regrettera que sur la fin de sa vie, alors que le révisionnisme moderne submergea de nombreux partis d'Amérique latine, dont celui du Chili, Pablo Neruda ait cru bon de hurler avec les loups et d'ajouter sa voix au chœur antichinois.

Néanmoins, le texte original du Chant général a été respecté, rien de ce qui a été dit n'a été expurgé. Ce livre porte la marque indélébile de la confiance dans le peuple et dans le communisme. Ce monument de la poésie contemporaine n'appartient pas au révisionnisme, il est désormais le patrimoine des peuples révolutionnaires du monde entier.

Ceux que la poésie combattante intéresse seront sans doute emportés et passionnés par le Chant général. La plupart des poèmes sont limpides. D'autres, notamment au début du recueil, déroutent peut-être le lecteur. Ils reflètent en effet l'itinéraire du poète, solitaire d'abord, solidaire ensuite des autres hommes, dans un style et aux moyens de métaphores, de noms propres, de noms d'arbres exotiques et de fleuves, mais le lecteur pourra surmonter cet obstacle en se reportant utilement au glossaire établi par le traducteur Claude Couffon, qu'il convient d'ailleurs de saluer au passage, car traduire sans trop détruire, quand il s'agit de poésie, ce n'est pas une mince affaire. Dernier obstacle, le prix... mais il y a des bibliothèques...

Ce livre est en vente dans toutes les librairies prix 60 F.

Rien des souffrances du peuple, de ses luttes, de ses espoirs, n'est désormais étranger au poète. Le souffle épique du Chant général y prend sa source, y élargit son cours :

«L'effus percé par les souffrances de mon peuple, elles s'emmêlent en moi tels des chevaux de frise ... alors, je me suis fait soldat.»

Soldat. Pas n'importe lequel. Soldat du peuple parmi le peuple, marchant, peinant, espérant, au rythme de sa marche, de ses peines, de ses espérances, aimant

les assassinés les drapeaux se baissant se sont baignés de sang pour à nouveau se dresser face aux assassins.

Pour ceux qui ont éclaboussé de sang notre patrie je demande le châtement.

Pour le bourreau qui a ordonné la tuerie je demande le châtement.

Pour le traître qui s'est élevé sur le crime, je demande le châtement.

(...) I e, veux les voir jugés, ici,



«Pour à nouveau se dresser face aux assassins».

les mêmes hommes, haissant les mêmes ennemis.

«Ils sont venus ici avec leurs fusils pleins de balles, ils ont trouvé ici un peuple qui chantait, Quant à Gonzalez Videla, traître à ses engagements, et à

## Incidents au Sud-Liban

## L'OLP enquête

(Suite de la page une)

Cet accrochage s'est produit sur le chemin du retour, au terme d'une réunion à Tyr entre les responsables des « Forces communes » et les Casques bleus français de la FINUL. Cette rencontre avait pour but de régler les conséquences « des provocations faites par les forces françaises à l'encontre des « Forces communes » opérant derrière les lignes de l'ennemi ».

C'est donc peu après que s'est produit l'accrochage. Le colonel Salvan des Casques bleus français et l'officier de liaison de l'OLP se sont rendus sur les lieux

pour tirer l'affaire au clair. Leur jeep a été retrouvée criblée de balles. Le colonel Salvan a été blessé et conduit immédiatement par les responsables de l'OLP à l'hôpital palestinien de Beyrouth où il a été confié à une équipe de très bons chirurgiens.

Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations Unies, est entré immédiatement en contact avec Yasser Arafat qui lui a assuré sa collaboration. L'OLP a entamé une enquête pour connaître exactement les raisons et les circonstances de cet accrochage.

## Vive la grève des conducteurs de bus de la RATP

(Suite de la page une)

Ils luttent pour que le mois de mai soit retiré du cycle des congés (étalement sur quatre mois et non cinq mois).

## LE DÉROULEMENT DE LA GREVE

Mardi matin, plus d'une centaine de machinistes étaient présents à l'assemblée générale de Fontenay-aux-Roses qui a lieu deux fois par jour, matin et soir. La grève a lieu dans l'unité de tous les syndicats et la combativité est très grande.

Une entrevue, qui n'a rien donné, a eu lieu vendredi dernier avec les patrons. Ceux-ci n'ont accordé que ce qui ne leur coûtait rien. D'ailleurs, le directeur est parti en retraite le vendredi soir, alors il s'en moquait d'autant plus. Il a refusé le reste des revendications, c'est trop cher d'après lui.

Aucun autre rendez-vous ne fut pris. Actuellement, se pose le problème de la coordination entre les dépôts et les directions syndicales ne semblent pas

jouer leur rôle en ce domaine.

Les machinistes ont essayé de populariser leur mouvement auprès des usagers. Ils ont collé des tracts sur les abris de bus. La direction qui joue sur l'opposition usagers-conducteurs les a faits enlever le jour même par une société de nettoyage (J. C. Decaux). Les travailleurs sont conscients et vont essayer de résoudre ce problème avec l'aide des sections syndicales du coin.

Pour conclure, les travailleurs sont vigilants à toute manœuvre d'où qu'elle vienne. Ils ne comptent pas reprendre le travail avant que la direction ne fasse des concessions sur leurs revendications.

Pour y parvenir, ils envisagent de durcir le mouvement pour construire encore un meilleur rapport de force face à la direction. Nous devons soutenir et populariser leur lutte.

Correspondant HR après un entretien avec des machinistes en grève du dépôt de Fontenay-aux-Roses

## Marseille - Groupe Terrin

## Un millier d'ouvriers à Paris

Mardi soir, un millier de travailleurs du groupe Terrin (réparation navale) ont pris un train spécial pour aller manifester à Paris. Ils étaient attendus entre 6 et 8 h. du matin à gare de Lyon et de là sont partis manifester.

Le groupe Terrin a été mis en règlement judiciaire il a été divisé en trois sociétés avec un syndicat à la tête de chaque groupe pour trois mois. Si au bout de trois mois il n'a pas trouvé les bailleurs de fonds et si l'entreprise n'est pas jugée rentable tout sera liquidé.

Le but des requins de la réparation navale est de réaliser sur le littoral méditerranéen ce qu'ils ont réalisé sur l'Atlantique ; faire un seul et même chantier sur Marseille-La Ciotat. Les ouvriers sont déterminés à lutter contre les licenciements et pour les avantages acquis.

## Procès d'Aix-en-Provence

## Contre le viol, solidarité !

D'abord un fait à signaler : une jeune Algérienne s'est suicidée à Soissons après avoir été violée. Elle avait porté plainte, mais son agresseur fut remis en liberté.

A Aix-en-Provence, trois violeurs passent en procès. Les faits qui leur sont reprochés remontent à l'été 1974. Ils ont violé deux jeunes touristes belges. Et il aura fallu près de quatre ans pour un jugement qui n'est pas terminé. Des dépêches AFP, il ressort très nettement que les violeurs plaident non-coupables. Ils ont simplement dragués.

Le témoignage d'une des deux jeunes-filles a suscité les récriminations du président, parce qu'elle mettait en cause le juge d'instruction ayant recueilli ses déclarations. Gisèle Halimi a fait citer comme témoins plusieurs personnalités, parmi lesquelles Florence d'Harcourt, Gisèle Moreau, Pierre Emmanuel.

Pour la défense, elle y voit de la philosophie, de la morale et de la politique. La séance a été suspendue mardi soir et a repris mer-



L'avocate, Gisèle Halimi, en compagnie des deux jeunes femmes qui se battent depuis quatre ans.

credi matin.

Peu avant, mardi, vers 18 h 30, quelques centaines de femmes ont manifesté devant le palais de justice d'Aix, à l'appel d'organisations féministes.

Sous les banderoles de divers mouvements comme

« Choisir » et « SOS femmes violées », elles ont

parcouru, sans incident, le cours Mirabeau et le centre-ville, en scandant : « Traquées, violées, battues, les femmes en ont assez, assez. A midi, on nous drague, à minuit, on nous

viole ».

Le jugement sera rendu mercredi ; mais il semble déjà se dessiner un vaste complot du silence sur le viol et rien ne permet de dire si les condamnations prononcées vérifieront le viol ou non.

## Paris, à l'appel du COBA 5 H pour le boycott du « Mondial »

Mardi soir, à Paris, près de deux mille personnes ont assisté, à l'appel du COBA, aux cinq heures pour le boycott de la coupe du monde qui doit avoir lieu en Argentine.

Les participants se sont succédés dans deux salles trop exigües pour les réunir et dans lesquelles on a pu assister à des interventions, à un spectacle culturel et des montages audio-visuels sur la situation en Argentine et sur le boycott de la coupe du monde.

Au niveau des interventions, il faut citer les témoignages des familles des disparus et de ceux qui ont vécu la situation pénitentiaire en Argentine. Un ecclésiastique français emprisonné pendant plusieurs mois parla de ce qu'il avait vu et vécu dans les prisons de Videla. Le père d'une Française mariée à un Argentin raconta son angoisse et sa détermination à s'organiser avec les autres familles de disparus, à la nouvelle de la mort de son gendre, de l'enlèvement de ses deux petites-filles et de la « disparition » de sa fille. Une Française apporta aussi son témoignage : elle et son mari ont été libérés, après plusieurs mois d'internement, mais à la sortie de prison, son mari fut de nouveau enlevé sans qu'on en ait plus aucune nouvelle.

Il y a en tout 19 Français disparus en Argentine et le gouvernement Giscard si prompt à bombarder au napalm les troupes et les camps du Polisario ou à « protéger » ses ressortissants au Tchad à coup de légionnaires ne fait rien pour ces disparus. La France est le troisième impérialisme présent en Argentine derrière les USA et l'Italie.

L'intervention du COBA succède à ces hommes et femmes. Puis un syndicaliste argentin est intervenu pour dénoncer le régime des militaires argentins et les deux superpuissances USA et URSS. Il s'est félicité de l'ampleur de la campagne pour le boycott en France et a appelé à continuer la lutte. Une manifestation est prévue pour le 24 mai 1978 veille de la date du départ des footballeurs français en Argentine.

## Mai 68 vu par la télévision

Mardi soir, sur Antenne 2, la télévision prétendait nous donner un aperçu de ce qu'avait été Mai 1968 dans le monde. Un film réalisé à partir de montages passa d'abord sur les écrans. Assez incompréhensible au début, puisqu'il commence par un monologue sur le spectre de la surpopulation, le montage était assez déroutant.

Certains téléfilms et reportages étaient intéressants comme celui sur la Tchecoslovaquie, où l'on voit le peuple lancer des pierres sur les convois russes. S'il avait eu des armes, cela aurait été dur pour Brejnev.

Sur Mai 1968 en France, aucun documentaire digne de ce nom ne nous fut présenté, hormis des photos de « Paris-Match » et quelques incendies mais rien sur les usines et les ouvriers.

Le débat fut à l'image

de ce reportage-film. Hermier et Michel Droit furent lamentables, se renvoyant les politesses des gens du monde. Hermier débatta sa propagande anti-gauchiste. Quelques invités étrangers parlèrent de ce qui s'était passé chez eux.

Le plus gros morceau fut Glucksmann. Ce fut le seul à restituer l'ambiance de Mai, de contestation étudiante, de luttes ouvrières, de solidarité et de discussions fraternelles qui eurent lieu à cette époque.

Il démolit en règle les dirigeants du PCF et de la CGT et rapporta, au passage, leurs positions sur Cohn-Bendit, puisqu'aujourd'hui — paraît-il — ils militent pour son retour en France. D'abord Séguy : « Quiconque milite en faveur du retour de Cohn-Bendit divise la classe ouvrière » et l'« Humanité » : « Il y a longtemps que nous avons informé le gouvernement sur les agissements de cet individu ».

Tous les participants se sont plaints de la non-participation de Cohn-Bendit au débat, et Glucksmann a su très bien remettre à sa place Michel Droit qui avait dit de Cohn-Bendit : « C'est un petit boche bedonnant et joufflu ».

## Rectificatif

Dans notre édition datée du mercredi 3 mai, une très grave coquille s'est glissée dans notre article rendant compte de la manifestation de l'après-midi à Paris. Le cortège de l'Association des Marocains en France (AMF) a été présenté comme un cortège de l'« Amicale ». Chacun sait que l'« Amicale » est le nom donné à une organisation montée de toute pièce par le régime assassin d'Hassan II. Nous demandons à nos amis marocains de bien vouloir nous excuser.